

E-Newsletter No. 1

Janvier 2012

www.ae-platform.org



Plateforme Afrique-Europe



Contenu

Mot de la rédaction	3
Echos du Consortium	4
<i>Vous avez dit Projet de plate-forme Afrique-Europe de la diaspora ?</i>	4
Contexte et justification.....	4
Situation actuelle et état de mise en œuvre du Projet	5
Des contacts utiles pour plus d'information	6
Partenariats Afrique-Europe	7
<i>Focus sur le Forum Mondial sur Migration et Développement – Genève 2011</i>	7
Implication des organisations de la diaspora africaine	7
Un peu d'histoire.....	7
L'apport des migrants de plus en plus reconnu et valorisé dans les pays d'accueil.....	8
Positionnement de la société civile	8
La place et le rôle des organisations de la diaspora africaine	8
Un mois avant :	10
<i>Réunion préparatoire du FMMD à Abuja en octobre 2011</i>	10
Appui d'ADPC dans l'élaboration de la plateforme de la CEDEAO	10
Rôle bénéfique de la plateforme régionale sur la migration et le développement	10
Rendez-vous pour le FMMD de 2012 en Ile Maurice	11
Témoignage	12
<i>De retour de Bunia (Nord-Est, RD-Congo)</i>	12
Ce que j'ai observé avant, pendant et après les élections du 28 novembre 2011	12
Problèmes rencontrés.....	13
Déclenchement d'une contestation de grande ampleur.....	13
Réflexions personnelles.....	14
Le saviez-vous ?	17
<i>Portails spécialisés</i>	17
<i>Cycle de formation en gouvernance et en gestion axée sur les résultats</i>	18



Franck Dossa (AFFORD), Rahime Diallo (ADPC) & Yéra Dembele (FORIM)



Mot de la rédaction

Madame, Monsieur,

Cher lecteur, chère lectrice,

Nous sommes heureux de lancer ce bulletin électronique en ce début d'année 2012 et de vous compter parmi nos lecteurs et membres de la Plateforme de la diaspora africaine en Europe. Vous souhaitez faire partie d'un réseau pan-européen de la diaspora africaine, améliorer votre savoir-faire et vos compétences d'acteur du développement grâce aux outils performants de formation et accéder aux informations sur les financements des projets de co-développement et autres ressources disponibles auprès des bailleurs de fonds et des décideurs politiques européens ?

Dans ce bulletin vous trouverez des nouvelles sur ces questions et sur la mise en œuvre de la plateforme européenne de la diaspora africaine pour le développement. Il sera publié quatre fois par an. Le premier numéro est consacré à la présentation du Projet et des partenaires chargés de sa mise en œuvre. Une page spéciale est dédiée à quelques événements dans lesquels les partenaires du Projet ont pris part, plus spécialement au Forum Mondial sur Migration et Développement tenu à Genève (Suisse) du 28 novembre au 02 décembre 2011. Quelques possibilités de financement et des appels à propositions y sont annoncés dans l'espoir qu'ils pourraient s'avérer pertinents pour l'un ou l'autre.

Dans les prochains numéros, un espace sera réservé à la promotion des actions significatives menées par des migrants dans le domaine du co-développement ainsi qu'à l'information sur le calendrier des événements liés à la diaspora. Nous espérons que vous apprécierez la lecture de la Newsletter et comptons sur votre fidélité pour les prochaines parutions. Nous travaillons constamment à améliorer nos services aux membres de la plateforme et la qualité de la Newsletter. Ainsi, n'hésitez pas à nous faire connaître vos avis, opinions et remarques.

Bonne année 2012 et longue vie à la plateforme européenne de la diaspora africaine pour le développement !

La rédaction

Ont collaboré à ce numéro :

- Awil Mohamoud
- Monique Van Lancker
- Sara Vennekate
- Sarah Schlaeger
- Yera Démbéle
- Arthur YENGA
-

Secrétariat de rédaction : Arthur Yenga

Mise en page : Estifanos Samuel Media
& La rédaction



Echos du Consortium

Vous avez dit Projet de plate-forme Afrique-Europe de la diaspora ?

Le projet EADPD (European-wide African Diaspora Platform for Development) est lancé pour favoriser la création d'un réseau solide et viable qui a pour but d'augmenter considérablement la contribution de la diaspora au développement global de l'Afrique dans une approche durable et d'une manière systématique. Le projet est financé par la Commission européenne dans le «Programme thématique de coopération avec les pays tiers dans les domaines de la migration et d'asile» et co-financé par la Direction du Développement et de la Coopération (SDC) suisse, le ministère néerlandais des Affaires étrangères et l'Agence allemande de Coopération Internationale (GIZ).

Le projet est mis en œuvre par cinq partenaires du Consortium, à savoir, la African Diaspora Policy Centre (ADPC) aux Pays-Bas; Fondation africaine pour le développement (AFFORD) au Royaume-Uni; le Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations (FORIM) en France; la Coordination Générale des Migrants pour le Développement (CGMD) en Belgique et le Centre international pour le développement de politiques migratoires (ICMPD). La durée du Projet pilote est de trois ans à partir de janvier 2011 jusqu'à décembre 2013.

Contexte et justification

La Plateforme Afrique-Europe de la Diaspora a pour finalité la mise sur pied d'un réseau solide et viable dans le but d'intensifier considérablement la contribution de la Diaspora dans des projets durables et systématiques de co-développement.

Ces quinze dernières années plusieurs organisations et associations de la diaspora Africaine ont été créées dans l'Union Européenne pour contribuer activement au développement de leurs pays d'origine respectifs. Cependant la majorité de ces associations de la diaspora font face à des enjeux multiples qui limitent leurs contributions collectives destinées au développement de l'Afrique.

Parmi les multiples défis à relever et les différents obstacles à franchir figurent le manque de capacité à rendre leurs activités de co-développement plus visibles pour un public plus large, la faiblesse et le caractère informel de ces organisations ou encore le manque d'accès aux informations et aux réseaux utiles, entre autres.

Certaines de ces contraintes peuvent être abordées dans le contexte du pays où ils sont situés, tandis que d'autres ne peuvent être résolues que par une approche interétatique. Un problème critique auquel les associations de la diaspora doivent faire face, est le manque de contacts et de participation dans des réseaux intra-nationaux et transnationaux qui pourraient servir à consolider leurs ressources, de manière à agir conjointement et à coordonner leurs activités liées au co-développement sur le terrain.

Par exemple, c'est toujours un problème pour une organisation ghanéenne basée en Allemagne d'unir ses forces avec une association similaire basée au Royaume-Uni en vue de regrouper des projets concrets d'intervention au Ghana visant à réduire la pauvreté et améliorer la vie des personnes défavorisées. La raison en est simple : le manque de conscience de l'existence des uns et des autres et l'absence des contacts et d'un réseau interétatique ou transnational.



Voilà pourquoi dans le cadre de la plateforme Afrique-Europe de la Diaspora élaborée sous forme de projet pluriannuel, le but poursuivi est de renforcer les contacts à travers un réseau transnational de la diaspora africaine en Europe qui puisse entreprendre des projets de co-développement sur le terrain, par lesquels les migrants pourront amplifier l'impact positif de leurs activités de développement local.

Les activités principales du Projet sont les suivantes:

- Cartographier les associations (mapping) de la Diaspora Africaine impliquées dans des projets de co-développement dans les pays de l'Union Européenne ;
- Nouer des alliances et des partenariats ;
- Organiser des ateliers de renforcement de capacités ;
- Tenir des conférences ;
- Mener des recherches-actions fondées sur des preuves d'engagement des organisations et associations de la diaspora dans le co-développement ;
- Partager des connaissances.

A la fin du Projet, les résultats suivants sont attendus :

- Initier un processus qui permettra aux associations africaines de la diaspora en Europe d'établir des contacts viables, d'apprendre les unes des autres en matière de développement des activités connexes, échanger de précieuses informations, partager les bonnes pratiques et les expériences positives
- soutenir les associations de la Diaspora Africaine en Europe, établir des coopérations réalistes, agir conjointement dans le cadre de certaines opérations et activités de Co-développement comme le lobbying, les campagnes et la promotion des politiques et des pratiques qui favorisent l'implication des diasporas dans des relations de coopération ;
- promouvoir des réseaux efficaces entre les associations de la Diaspora Africaine en Europe, qui leur permettraient de conclure des alliances stratégiques et initier des projets de Co-développement conjoints et transnationaux, contribuant ainsi davantage à la réduction de la pauvreté et à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans leurs pays respectifs d'origine en Afrique

Situation actuelle et état de mise en œuvre du Projet

Depuis le mois de juin 2011 une vaste enquête de mapping (cartographie) a été organisée et est toujours en cours pour identifier les acteurs de la diaspora africaine dans les 27 pays de l'Union Européenne, plus la Norvège et la Suisse. Dans le courant du mois de janvier et de février 2012, une deuxième enquête (e-consultation) voudrait connaître davantage les différentes formes d'implication de la diaspora africaine dans la coopération au développement et sonder leurs avis sur le sujet. En effet, une meilleure connaissance des activités devrait permettre de renforcer la visibilité et la place des migrants africains dans le champ de la coopération au niveau des 29 pays européens.

Par ailleurs, la première e-Policy Brief est actuellement préparée par les partenaires du projet. Elle sera publiée sur une base trimestrielle à partir du mois de février 2012. Le but principal de cette publication est d'améliorer, auprès des organisations de la diaspora, les connaissances sur la thématique de la migration et développement, d'une part, et de parvenir à une sensibilisation accrue des décideurs politiques européens sur les préoccupations des organisations de la diaspora africaine sur les principales questions de politique M & D, d'autre part.

Autre bonne nouvelle : un site web de la plateforme est actuellement en construction. Une organisation de la diaspora africaine avec des experts de plusieurs pays africains a été choisie pour mener à bien cette tâche. Rendez-vous est pris pour inaugurer le site web flambant neuf en mars 2012.



Enfin, une rencontre d'experts de la diaspora à l'échelle européenne est prévue au mois de mars 2012. Cette réunion d'experts AEP est la première des trois éditions. Son groupe cible est constitué d'organisations des diasporas actives dans la coopération au développement dans les Etats membres de l'UE, la Norvège et la Suisse. Le but de cette réunion est de mobiliser les organisations de la diaspora actives dans toute l'Europe, de s'entendre sur un ensemble de principes pour le fonctionnement de la plate-forme Afrique-Europe et de faciliter une coopération concrète, la coordination et les échanges d'information entre les intervenants. Des représentants d'organisations de la diaspora africaine en Europe, les organisations partenaires africaines et des responsables gouvernementaux africains impliqués dans la migration et le développement seront invités.

Des contacts utiles pour plus d'information

Le Projet est géré par ADPC (African Diaspora Policy Centre - Pays-Bas), chef de file du Consortium. Les quatre autres partenaires sont respectivement : AFFORD (African Foundation for Development – Royaume Uni), FORIM (Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations – France), ICMPD (International Centre for Migration Policy Development) et CGMD (Coordination Générale des Migrants pour le Développement) en Belgique.

Si vous avez des questions ou des commentaires au sujet du travail des cinq partenaires ou sur le Projet de la plateforme, n'hésitez pas à nous contacter via les coordonnées ci-dessous :

Africa-Europe Platform

www.ae-platform.org
E: info@ae-platform.org

ADPC

Zeestraat 100
The Hague
The Netherlands
T: +31 (0) 707537731
E: info@diaspora-centre.org
AEP Project Officer:
Rahime Diallo
E: rahime.diallo@diaspora-centre.org

ICMPD

Rue Belliard 159, 2nd floor
1040 Brussels
Belgium
Tel: +32 2 233 11 60
ICMPD-Brussels@icmpd.org
AEP Project Officer:
Sarah Schlaeger
E: Sarah.Schlaeger@icmpd.org

CGMD

Axe Belgique – Pays du Sud
Av Emile de Beco 109
1050 Brussels
Belgium
T: +322-610 68 25
AEP Project Officers :
Arthur Yenga & Alioune Diop
E: a.yenga@cgmd.be;
a.diop@cgmd.be

AFFORD

Castle Works
21 St Georges Road
London SE1 6ES
T: + 44 20 7582 3578
E: afford@afford-uk.org
AEP Project Officer:
Franck Dossa
E: franck@afford-uk.org

FORIM

14 Passage Dubail
75010 PARIS
France
T: +44 (0)720288
E: forim@forim.net
AEP Project Officers :
Yéra Dembele & Monique van Lancker
E: vera@fafrad.org;
monique.vanlancker@wanadoo.fr



Partenariats Afrique-Europe



Focus sur le Forum Mondial sur Migration et Développement – Genève 2011

Implication des organisations de la diaspora africaine

Let's go ! Allons-y ! Adelante ! Ces encouragements ont ponctué le coup d'envoi des Journées de la Société Civile tenues à Genève, les 29 et 30 novembre 2011 sous la présidence de la Suisse. Cette rencontre se déroulait en amont de l'édition 2011 du Forum Mondial sur la Migration et le Développement (FMMD).

Consacré au thème général « *Engager des actions en matière de migration et de développement : cohérence, capacité et coopération* » ces assises ont regroupé 186 délégués de la société civile venant de 61 pays, 73 migrants vivant en Europe dont les représentants des organisations de la diaspora africaine, notamment les différents partenaires du Projet EADPD, des think tanks ainsi que d'autres représentants d'associations des migrants de grande notoriété tels que des délégués de la Commission Internationale Catholique pour les Migrants (CICM), institution qui a d'ailleurs pris en charge l'organisation des journées de la Société civile pour 2012.

Le 30 novembre 2011, des groupes de travail constitués en ateliers d'échanges entre organisations de la société civile ont porté sur le thème « *Agir sur les migrations du travail, le développement et la protection des travailleurs migrants et de leurs familles* ». Les résultats de ces ateliers ont été partagés avec les représentants de 162 États Membres des Nations Unies et 37 observateurs du FMMD.

Puis l'espace commun de la matinée du 1^{er} décembre réunissait les gouvernements et la société civile autour du sujet « *Démographie, Emploi et chômage des jeunes, Développement et Migration* ». En effet, la préoccupation de tous les représentants de la société civile était double. D'une part, leur souci était de formuler des propositions et des recommandations sous forme de plaidoyer à remettre aux membres des gouvernements pour les résultats à atteindre les jours suivants lors des assises du Forum Mondial sur la Migration et le Développement afin que le dialogue politique de haut niveau des Nations Unies en 2013 prenne en compte leurs aspirations. D'autre part, les organisations de la société civile avaient à cœur de renforcer entre elles des mécanismes de coordination et de coopération aux niveaux communautaire, national et mondial.

Un peu d'histoire

De Bruxelles (2007) à Puerto Vallarta, Mexico (2010), en passant par Manille (2008) et Athènes (2009), le Forum a toujours été précédé des journées de la société civile préparant des contributions à la réunion avec des gouvernements dans le cadre d'un espace commun d'une demi-journée.

Processus informel de consultation ouvert à tous les États membres et Observateurs des Nations Unies avec participation de la société civile, le Forum Mondial sur la Migration et le Développement (FMMD) est une rencontre annuelle lancée à l'initiative du Secrétaire Général des Nations Unies à l'occasion du Dialogue de Haut-Niveau de l'Assemblée Générale sur la Migration Internationale et le Développement de septembre 2006.



Son objectif est « de traiter, d'une manière transparente, les aspects multidimensionnels, les opportunités et les défis de la migration internationale ainsi que ses liens avec le développement afin de réunir l'expertise des gouvernements de toutes les régions, de renforcer le dialogue, la coopération et le partenariat et d'encourager des résultats pratiques et concrets aux niveaux national, régional et mondial ».

L'apport des migrants de plus en plus reconnu et valorisé dans les pays d'accueil

Les travaux préparatoires du FMMD 2011 et le débat qui en a résulté à Genève, les 1^{er} et 2 décembre 2011, laissent apparaître un grand effort des gouvernements à établir un lien de plus en plus fort entre migration et développement.

Ainsi, une première séance de travail a été consacrée à « *la mobilité de la main d'œuvre et développement* ». Préparée par six ateliers qui se sont déroulés au Bangladesh, à Dubaï, au Ghana, en Jamaïque, au Nigeria et en Suisse, avec la participation des gouvernements, de la société civile, du secteur privé et des organisations internationales, cette séance de travail a traité des stratégies permettant à la migration de travail de contribuer au mieux au développement humain des migrants et de leurs familles ainsi qu'au développement économique de leur pays d'origine et d'accueil :

- Engager le secteur privé dans la planification du marché du travail ;
- Réduire les coûts de la migration pour de meilleurs bénéfices en termes de développement ;
- Mieux valoriser l'apport de la migration et notamment des femmes migrantes au développement de l'industrie mondiale des services à la personne.

Une deuxième séance de travail a été consacrée à la migration irrégulière et au développement sur la base des résultats des réunions thématiques du FMMD 2011 organisées au Salvador et en Turquie pour traiter des interactions entre migration irrégulière, développement, droits humains et politiques migratoires. Là également a été intégré le facteur développement au départ et à l'arrivée du parcours migratoire avec des implications en termes de contexte institutionnel des pays de départ et d'arrivée.

Une troisième séance de travail a été consacrée à l'intégration de la migration aux politiques publiques de développement et de coopération au développement, de profils migratoires et d'évaluation des impacts des politiques migratoires et du développement. Traités par six ateliers portant sur des cas pratiques en France, aux États-Unis/New York, en Géorgie, au Maroc, en Moldavie et aux Philippines, ces thèmes ont été également abordés dans le cadre des séances de travail du FMMD 2011, les 1^{er} et 2 décembre 2011 à Genève.

Mais c'est uniquement cette séance qui, à travers les ateliers de France et du Maroc, a abordé ouvertement la contribution des organisations de la diaspora.

Positionnement de la société civile

Tandis que les gouvernements insistaient sur les liens entre migration et développement, la société civile, ou du moins les portes paroles présents au FMMD 2011, revendiquaient essentiellement une meilleure gouvernance de la migration en termes de protection des droits des migrants.



Cette préoccupation apparaît en tête des revendications contenues dans la déclaration finale et dans les échanges par vidéoconférence avec M. Peter Sutherland, représentant spécial de l'ONU pour la migration et le développement. Hormis la gouvernance, les différents points de la déclaration de la société civile sont plus ou moins les mêmes que ceux traités par les gouvernements, à savoir :

- la mobilité du travail à repenser en prenant en compte la famille des migrants ;
- la migration irrégulière, en demandant que cesse la criminalisation des migrants en situation irrégulière et en respectant leurs droits ;
- le développement humain et économique en prenant en compte l'action des migrants et de leurs organisations tout en estimant qu'ils doivent travailler avec les autorités locales dont ils ne sauront se substituer et à condition de renforcer leurs capacités d'intervention sur le terrain.
- l'avenir du Forum et le chemin à parcourir pour parvenir au dialogue de haut niveau en 2013.

La place et le rôle des organisations de la diaspora africaine

La déclaration de la société civile préconise l'autonomisation de la diaspora même si elle conditionne une telle autonomisation à l'information, à l'éducation et au renforcement des capacités, qui doivent aider les migrants à s'organiser pour assurer la représentation et la défense de leurs droits. A cette condition, ils pourront alors participer tant au dialogue structuré avec la société civile en général et avec les pouvoirs publics qu'« à l'élaboration des politiques publiques ».

Comme indiqué ci-dessus, des actions menées par des organisations de la diaspora sur le terrain en Afrique, telle que Migration et Développement au Maroc, ont fait l'objet d'ateliers thématiques alimentant la 3^{ème} séance de travail du FMMD 2011. Cet exemple montre que les organisations de la diaspora n'ont plus à prouver l'efficacité de leurs actions de développement sur le terrain pouvant contribuer à « façonner le processus d'élaboration de politiques gouvernementales » aux côtés des autres acteurs de développement et non à leur place.

Côté représentation, les exemples ne manquent pas où les organisations des diasporas, toutes origines confondues, ont réussi à dépasser leurs différences afin de se retrouver pour défendre l'intérêt général. C'est dans ce sens qu'a été conçu et lancé le projet de Plateforme de la Diaspora Africaine en Europe dans le but de valoriser les expériences acquises par les différents partenaires impliqués et de promouvoir la contribution de la diaspora agissant comme acteur du développement de l'Afrique. Pour y arriver, il faut passer par la création d'une plate-forme de la diaspora africaine à l'échelle européenne en vue de contribuer au dialogue, aux niveaux européen et international.

Yéra Dembele et Sarah Schlaeger.





Un mois avant :

Réunion préparatoire du FMMD à Abuja en octobre 2011

Du 17 au 18 octobre 2011, ADPC (African Diaspora Policy Centre) a pris part à une réunion thématique tenue à Abuja sur invitation du Nigeria et de la Suisse qui assure la présidence en exercice du FMMD (Forum Mondial sur Migration et Développement). La rencontre avait pour intitulé : «*De la recherche à l'action: faciliter les migrations du Travail Sud-Sud pour le développement* ». L'événement était organisé sous les auspices de la Commission de la Communauté Economique des Etats d'Afrique occidentale (CEDEAO).

But poursuivi par ces assises d'Abuja : fournir un cadre de dialogue interactif entre des experts de haut niveau issu des États membres de la CEDEAO aussi bien qu'avec leurs homologues venant d'autres régions du monde. Ainsi, les participants ont pu, à cette occasion échanger leurs expériences et réfléchir sur les défis et les opportunités que représente la migration du travail Sud-Sud. Bien entendu, vu la complexité de cette problématique et pour sa meilleure compréhension, des représentants de gouvernement et d'autres intervenants ont développé toute une série d'approches pratiques sur la manière de traduire les recommandations théoriques en stratégies concrètes de mise en œuvre. Plus encore, pendant toute la réunion, une attention particulière a été consacrée à l'impact de la migration de travail Sud-Sud sur le développement et son intégration dans les stratégies de développement des pays d'origine.

Appui d'ADPC dans l'élaboration de la plateforme de la CEDEAO

La participation d'ADPC à cet événement clé a été déterminante. Elle a surtout permis à ADPC de répondre à la sollicitation de la Commission de la CEDEAO en vue de discuter des domaines de coopération possibles entre les deux institutions dans le domaine de la migration et du développement dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. Les discussions ont porté sur l'assistance technique nécessaire à apporter à la Commission de la CEDEAO pour appuyer dans ses efforts visant à soutenir les Etats membres à collaborer plus efficacement avec leur diaspora résidant à l'étranger dans le développement de leurs pays respectifs.

La Commission de la CEDEAO s'est réjouie des réalisations accomplies par ADPC dans la région. Depuis 2009, un certain nombre d'Etats membres ont bénéficié de la formation au renforcement des capacités organisées par ADPC. En conséquence, la Commission a indiqué sa volonté d'explorer un partenariat avec ADPC en vue de créer une plate-forme de consultation pour la région Afrique de l'Ouest sur les questions relatives à la migration.

Nous appuyons ce projet de plateforme de dialogue pour renforcer la capacité de la Commission de la CEDEAO dans la gestion de la migration dans la région Afrique de l'Ouest. La plateforme va également faciliter et encourager les Etats membres de la CEDEAO à se réunir régulièrement et à se concerter sur des questions d'intérêt commun ainsi qu'à échanger les bonnes pratiques (à la fois les politiques et les programmes) dans le domaine de la migration et du développement.

Rôle bénéfique de la plateforme régionale sur la migration et le développement

Les fonctions attendues de cette plate-forme proposée pour la sous-région de l'Afrique de l'Ouest sont variées. Ses missions consisteront à : (i) fournir une assistance technique directe pour le personnel de la CEDEAO traitant des questions relatives aux migrations ; (ii) faciliter le dialogue politique sur les questions de migration parmi les Etats membres de la CEDEAO ; et (iii) permettre aux décideurs gouvernementaux, aux représentants de la société civile, à la diaspora, au secteur privé et à d'autres participants,



d'organiser des ateliers participatifs afin de discuter et de partager des expériences, d'établir des réseaux et des partenariats viables dans le domaine de la migration et du développement.

Créer ce genre de cadre de dialogue sur les questions liées à la migration en Afrique est essentiel à ce stade, notamment parce que la migration au sein du continent et, au-delà, est devenu un phénomène complexe qui requiert une gestion structurée entre pays et régions. Faire face à de telles questions est effectivement impératif car la dynamique migratoire actuelle comporte d'énormes défis politiques et institutionnels dans de nombreux pays en Afrique.

Car, il faut le reconnaître, l'Afrique est le seul continent dépourvu de cadre de consultation régional informel dans le domaine de la migration et du développement. D'autres continents, comme l'Asie et l'Amérique latine, ont déjà créé de multiples plateformes de consultation informelle sur la migration à différents niveaux ; ce qui a facilité les discussions régionales sur les questions d'intérêt commun, dans leurs contextes respectifs.

C'est la raison pour laquelle les gouvernements et les représentants de la société civile d'Asie et d'Amérique latine se montrent souvent mieux informés et plus revendicatifs que leurs homologues africains dans les débats sur la migration et le développement à l'échelon mondial. Dès lors, la création de cadres de concertation dans les différentes régions d'Afrique est devenue urgente. Ces structures pourront accroître les connaissances dans le domaine et permettront aux voix, aux préoccupations et aux aspirations des peuples d'Afrique d'être suffisamment relayées dans les débats mondiaux portant sur la migration et le développement.

Rendez-vous pour le FMMD de 2012 en Ile Maurice

Cette question est d'autant plus pressante que le prochain Forum mondial sur la Migration et le Développement (FMMD) se tiendra pour la première fois en terre africaine. Le Gouvernement de l'Ile Maurice accueillera le sixième événement du FMMD en 2012. Cela signifie que les acteurs africains auront besoin de se consulter les uns les autres à différents niveaux, régional ou continental, et arriver à établir un agenda africain pour le prochain FMMD.

Cet agenda devra exprimer clairement les préoccupations africaines, les défis, les priorités et les attentes à court, moyen et long terme. En bref, chaque continent connaît ses propres problèmes de migration spécifiques et connexes. Le moment est venu pour l'Afrique de saisir l'instant et de mettre ses propres priorités à l'ordre du jour du Sommet afin de guider les discussions du FMMD de l'année 2012.

Le rapport complet de la réunion peut être trouvé sur le lien ci-après:
http://www.diaspora-centre.org/DOCS/GFMD_Abuja_FINAL.pdf

Awil Mohamoud
Directeur d'ADPC



La porte d'entrée à Abuja



Témoignage

De retour de Bunia (Nord-Est, RD-Congo)

Ce que j'ai observé avant, pendant et après les élections du 28 novembre 2011

Le commencement

Un après-midi de fin septembre 2011. Une amie m'appelle et me demande de faire partie du groupe des observateurs EURAC pour le compte de l'Union Européenne. J'hésite longtemps (je suis toujours un national congolais et non européen). Je finis par lui répondre le 04 octobre après une quatrième relance. Le groupe est composé des ressortissants belges, britanniques, espagnols, français, hollandais, italiens...

En font partie un panel des Congolais d'origine. Je suis conscient que le travail peut s'avérer délicat. Je choisis de voyager incognito. Je ne m'annonce nulle part, tant en Europe que chez des frères et sœurs vivant en RD-Congo. Je me mets à l'abri et je les épargne de filatures, sait-on jamais.

Contexte et déroulement des élections

Pendant toute la durée de la législature qui s'achève (2006-2011), la diaspora congolaise a beaucoup contribué au plan économique par des transferts financiers à destination des membres de famille ou par la création d'activités génératrices de revenus (PME, auberges, restaurants etc.). Elle s'est aussi fait remarquer par son besoin d'exercer une influence au plan politique, tant par des manifestations à travers plusieurs capitales en Occident que par l'intervention directe dans la vie politique en RD-Congo.

Toutefois, autant les contributions économiques de ces Congolais de l'étranger sont largement appréciées, autant leurs revendications pour exercer les droits politiques et sociaux rencontrent de nombreuses oppositions. Ce fut aussi le cas pour cette mission d'observation électorale. Pour trois membres de la diaspora congolaise qui avaient gardé leur nationalité d'origine, la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante) a posé plusieurs conditions avant de leur octroyer des cartes d'accréditation (production de la preuve de sa résidence à l'étranger, possession de la carte d'électeur etc.). Les couleurs de notre mission et de notre séjour étaient annoncées.

Ce, à quoi, j'avais rétorqué comme suit : « il est tout à fait clair que la demande de la CENI n'a pas beaucoup de sens : de un, nous sommes résidents en Belgique (ce qui implique que lors de l'enrôlement nous ne pouvons pas nous retrouver en RDC) ; de deux, la Commission électorale exclut pour le moment la possibilité aux Congolais de l'étranger de participer au vote. Tout au plus, cette tracasserie administrative contribue-t-elle à nous stigmatiser déjà (dans quel but) et à chercher à mettre les projecteurs sur trois personnes de nationalité congolaise dans le lot des observateurs internationaux ».

Lieu de déploiement : Bunia, District de l'Ituri dans la Province Orientale. Le samedi 26 novembre 2011, confronté à la carence d'équipements et des matériels non fournis auprès des observateurs locaux du réseau RENOSSEC, j'ai été sollicité pour mettre à disposition les fiches d'observation, de les photocopier et de former, en 3 heures de temps, les 160 partenaires à déployer sur les deux territoires d'Irumu (dont la ville de Bunia) et de Djugu (territoire le plus peuplé du Congo).



Problèmes rencontrés

Je considère qu'à partir du moment où le 15 janvier 2011, le parlement avait voté la modification de la constitution par un vote présidentiel à un tour, le vers était dans le fruit. Pour reprendre la métaphore, « le camion roulait droit dans le mur ».

L'opposition congolaise pouvait-elle se regrouper autour d'une candidature unique et contrer la manœuvre ? Des officines et des analystes du Congo peuvent répondre que cela ne pouvait pas se produire, connaissant les rivalités, les appétits des uns et des autres et surtout le manque de clairvoyance des acteurs politiques congolais, de tous temps.

Finalement, mon intérêt personnel a été d'être un témoin oculaire de ce moment historique que vit notre pays. Dans le cadre des préparatifs de la mission d'observation des élections en RD-Congo, j'ai assisté en Belgique à une conférence tenue le 18 novembre, au Parlement belge, à laquelle étaient conviés le 1^{er} Vice-Président de la CENI, le Prof Jacques Djoli, une représentante de l'opposition, la députée Elysée Dimandja et un représentant de la société civile, M. Gérard Bisambu, Secrétaire Général d'AETA (Association pour des Elections Transparentes et Apaisées).

Le 23 novembre 2011, à Kinshasa, nous avons eu des échanges, sans langue de bois, avec l'Ambassadeur de Belgique à Kinshasa.

Je m'étais permis, par moments, de signaler à ces différents interlocuteurs qu'il fallait intégrer dans leurs schémas les facteurs suivants qu'ils avaient ignorés jusque-là :

- La non sensibilisation des populations aux enjeux du processus électoral ;
- Le comportement ou réactions imprévisibles des populations lors des publications des résultats ;
- L'influence de la diaspora congolaise dans le débat et dans l'opinion sur les résultats.

Trois semaines après ces échanges, je ne peux que constater (modestement et avec regret, sans jubilation) que toutes mes remarques étaient prémonitoires et se réalisent, à l'heure actuelle. À l'étranger, des voix discordantes se font entendre sur la crédibilité des élections. Pour me limiter à la Belgique, au Nord (la partie flamande), des voix s'élèvent, notamment à la télévision, pour dénoncer les irrégularités et des dysfonctionnements du processus électoral, images à l'appui. Pendant ce temps, du côté francophone, il est de coutume désormais de trouver des parrains pour tel ou tel homme politique congolais, en fonction des couleurs ou des partis politiques francophones belges.

À mon humble avis, compte tenu des enjeux du moment, il importe d'écarter des lunettes partisans ou idéologiques pour scruter la situation du Congo au jour d'aujourd'hui. Maintenir les catégories traditionnelles d'analyse de la réalité congolaise est une fausse route, avec des considérations telles que, par exemple : les populations tiraillées par la faim, sans force et minées par la pauvreté ne peuvent protester et envahir les rues pendant de longs jours face aux forces de répression, ou encore, la diaspora congolaise est formée d'opportunistes, d'éternels opposants pour justifier leur présence à l'étranger *et ceteri et cetera*.



Déclenchement d'une contestation de grande ampleur

Un nouveau phénomène sociologique, une nouvelle dynamique sociale, une nouvelle conscience politique prennent place auprès des masses congolaises, de par le monde. Des décennies d'épreuves ont fini par allumer chez les Congolais une conscience d'appartenance et d'identification à une mère patrie, à un socle commun, bien au-delà des particularismes, de régionalismes et de tribalismes.

Une bonne grille de lecture intellectuelle, critique et dialectique, peut nous permettre de saisir, en instantané, et de comprendre les vacillements de cette nouvelle naissance ou de la renaissance de ce patriotisme congolais. Ce mouvement latent voguera au gré des vagues, à la recherche des points de cristallisation, autour des personnes (en 2006 autour de Bemba et en 2011 autour de Tshisekedi), de courants de pensée (Bundu dia Kongo), de revendications (diaspora congolaise), etc.

Par ailleurs, c'est un fait dramatique qu'il n'y ait eu aucun débat de fond entre candidats, ni aucune explication sur la vision de la société promise par les divers protagonistes. C'est à se demander pour quel but ou à quoi servent finalement les élections au Congo ? À en juger par la légèreté et l'indigence des programmes ou messages véhiculés lors de la campagne électorale.

Sur la possibilité des tricheries, sans les exclure, il faut être honnête pour dire que les observateurs internationaux ne pouvaient être déployés que dans les principales agglomérations (les villes), sans possibilité d'aller vers le Congo profond, à l'intérieur du pays, dans les villages.

Sur ce point, je voudrais reprendre ici la phrase du Prof Djoli, 1^{er} Vice-Président de la CENI, lors de la conférence tenue le 18 novembre à Bruxelles : « Là où les observateurs internationaux peuvent être utiles, c'est dans les villages et non dans les villes. Car, comme vous le savez, nos villages et diverses contrées éloignées, sont de véritables trous noirs dans lesquels, à la faveur de l'obscurité totale qui y règne, tout peut arriver, des bourrages des urnes jusqu'à la rédaction de faux procès-verbaux de vote ».

De plus, la Police est impayée depuis près de 12 mois (du reste, en période électorale, les enseignants étaient en grève). Comme la police était chargée de sécuriser les urnes, souvent ce sont les policiers qui signalaient pas Sms toute manœuvre suspecte aux populations qui débarquaient dans les minutes suivantes et surprenaient les éventuels faussaires ou tricheurs.

Réflexions personnelles

Maintenant que la CENI a publié les résultats des compilations donnant au Chef de l'Etat 49 % des suffrages et à Tshisekedi 32 %, ceux qui en ont la possibilité ont le loisir de confronter les résultats officiels publiés par la CENI avec ceux affichés le jour du dépouillement des résultats (qui le pourrait ? car, même avec ses 30.000 observateurs, l'Eglise catholique n'a couvert que 23% du territoire national). En cas de contestation, la voie est ouverte à 63.865 contentieux qu'il est impossible à la Cour suprême d'instruire (la Ceni a créé 11.611 sites de vote, 16.948 centres de vote et 63.865 bureaux de vote).



Sur le plan scientifique, je m'interroge personnellement sur la possibilité statistique pour 1 candidat sur 11, au premier tour, de pouvoir rafler la mise jusqu'à 49 % des suffrages ? D'autant que personne ne peut affirmer qu'il y a eu un raz-de-marée électoral pour un candidat dans tout le pays. Ainsi donc, en toute vraisemblance, les résultats publiés par la CENI correspondraient plutôt aux résultats d'un vote pour un deuxième tour. C'est encore-là une des magies dont seul le Congo a la clé d'interprétation.

En un mot comme en cent, reconnaissons que le Congo va mal aujourd'hui et que l'avenir est incertain. Certes, Kinshasa n'est pas tout le Congo. Autant la capitale est en ébullition, autant la tranquillité peut s'observer dans plusieurs coins du pays. Néanmoins, en tant que mégapole, la capitale développe une sous-culture spécifique dont l'impact peut avoir un effet d'entraînement sur tout le pays. Même pour l'intérieur du pays, de vraies inquiétudes demeurent pour l'avenir : que signifie le vote pour des populations analphabètes, à plus de 90%, dans les Provinces ?

En conclusion : les gens étaient néanmoins contents du rendez-vous et de l'habitude prise, tous les 5 ans, de se confronter aux urnes pour le verdict. Les prochaines fois seront meilleures, espèrent-ils. Toutefois, il n'y a jamais de réalité spontanée. Tout est un construit social, économique et politique, sur base des rapports de force. C'est à l'élaboration de cet édifice que chacun de nous doit mettre la main à la pâte.

À cet effet, l'implication de la diaspora congolaise dans la crise ouverte par la contestation des résultats électoraux est un phénomène important à observer en termes de globalisation internationale des enjeux de la migration et de la volonté des migrants d'être parties prenantes dans les politiques menées au Nord dans les pays d'accueil et au Sud dans les pays d'origine.

Le texte complet du rapport d'observation électorale a été diffusé sur plusieurs sites (club-walco, congoindependant...) et peut être obtenu sur demande à l'adresse : arthur.yenga@gmail.com

Arthur YENGA Maombe Neko



L'équipe des observateurs internationaux et nationaux à Bunia



Affluence des électeurs le matin du 28 novembre 2011



Une vue de l'entreposage des urnes dans les centres de compilation

Publié par la Plateforme Afrique-Europe

E-Mail: info@ae-platform.org

Web: www.ae-platform.org

La plateforme Afrique-Europe est financée par l'Union européenne avec le cofinancement de la Direction du développement et de la coopération suisse, du ministère néerlandais des Affaires étrangères et de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit.



Le savez-vous ?

Portails spécialisés

- Le bulletin africain: www.mediablackberry.com
 - Le bulletin africain est un journal conçu dans une perspective africaine
- Le Prix Roi Baudoin pour le Développement en Afrique 2012-2013: www.kbprize.org
 - Le Prix Baudoin pour le Développement en Afrique récompense les personnes ou les organisations qui s'emploient de manière remarquable dans le domaine du développement en Afrique.
- Prochainement: lancement d'une nouvelle plateforme en ligne: « les envois de fonds pour le développement communautaire » par le réseau universitaire dans le cadre d'un projet de recherche sur le transfert de fonds pour le développement communautaire (FrCD).
 - Cette plateforme en ligne sera au service des acteurs impliqués dans les activités liées à la migration et au développement. L'objectif consiste à offrir un cadre aux migrants (et à leurs organisations), aux bénéficiaires des fonds, aux intermédiaires et aux partenaires intéressés la possibilité d'apprendre les uns des autres l'utilisation de transferts comme levier pour le développement. Pour plus d'information, jetez un œil sur : www.netuni.nl
- Migration – Intégration: bâtir des sociétés inclusives: www.unaoc.org/ibis/
- MPI, Migration, Information. - Source: www.migrationinformation.org
- Nouveau journal: les politiques migratoires en pratique (surtout pour les décideurs, mais tout aussi intéressant pour les autres parties prenantes): <http://www.iom.int/jahia/Jahia/policy-research/migration-policy/migration-policy-practice>
 - Les politiques migratoires en pratique sont une revue bi-mensuelle qui publie des articles produits par des responsables travaillant dans le domaine de la politique migratoire.
Elle met à disposition un canal devant servir aux décideurs pour réfléchir, rédiger et partager leurs expériences quotidiennes avec leurs homologues partageant des vues similaires au niveau national et international.
- Institut International sur la Migration de l'Université Oxford : <http://www.imi.ox.ac.uk/>
- Commission Mondiale sur les Migrations Internationales (CMMI) : www.gcim.org
- Groupe Mondial sur la Migration (GMM) : www.globalmigrationgroup.org
- Programme de l'UNESCO sur les migrations internationales: www.unesco.org/new/en/social-and-human-sciences/themes/social-transformations/international-migration
- Initiative conjointe UE-ONU sur la Migration et le Développement (ICMD) : www.migration4development.org/
- Global Forum on Migration and Development (GFMD): www.gfmd.org
- MigrationAndDevelopment.net: www.migrationanddevelopment.net

Cycle de formation en gouvernance et en gestion axée sur les résultats

Wageningen Université – à travers son Centre du Développement et de l'Innovation - a le plaisir de vous annoncer l'organisation de deux sessions de formation:

1. Cours International en décentralisation rurale et gouvernance locale. Cette formation a lieu aux Pays Bas du 3 au 14 septembre 2012. Pour des renseignements et pour vous inscrire, visitez le site :
http://www.cdi.wur.nl/UK/newsagenda/agenda/Décentralisation_en_millieu_rural_et_gouvernance_locale.htm
2. Cours International en planification et suivi-évaluation participatifs – Gestion Axée sur l'Impact. Cette formation a lieu à Ouagadougou du 1 à 11 octobre 2012. Pour des renseignements et pour vous inscrire, visitez le site :
http://www.cdi.wur.nl/UK/newsagenda/agenda/Planification_et_suivievaluation_p_articipatifs.htm

La date limite d'inscription au cours auprès de Wageningen Université est le 27 juillet 2012. Mais pour postuler pour une bourse NUFFIC-NFP, la date limite est le premier février 2012.

Pour postuler pour une bourse NUFFIC, vous vous inscrivez d'abord au cours de votre choix, puis vous allez sur le Nuffic Scholarship Online (SOL) pour vous inscrire pour une bourse :

<http://www.nuffic.nl/international-students/scholarships/scholarships-administered-by-nuffic/the-netherlands-fellowship-programmes/scholarships-online>

Les ressortissants des pays francophones et lusophones suivants peuvent postuler pour une bourse NUFFIC - NFP : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cap Vert, République Démocratique du Congo, Mali, Rwanda, Guinée Bissau, Mozambique et Sénégal.

Les personnes employées par une organisation multinationale, une organisation des Nations Unies, de la Banque Mondiale, de FMI, des bailleurs de fonds bilatéraux ne peuvent pas postuler pour une bourse mais sont les bienvenues avec d'autres sources de financement.

Contact:

Dieuwke Klaver

Governance and Rural Livelihoods

Centre for Development Innovation

Wageningen UR

P.O. Box 88, 6700 AB Wageningen, The Netherlands

Tel. +31 (0)317 486861 (direct), +31 (0)317 486800 (réception)

e-mail : Dieuwke.Klaver@wur.nl

<http://www.cdi.wur.nl/UK/>

La Plateforme Afrique-Europe est financée par l'Union Européenne avec le cofinancement de la Direction du développement et de la coopération suisse, du ministère néerlandais des Affaires étrangères et de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands

giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH